

Ces temps difficiles doivent nous motiver à continuer à travailler ensemble, avec davantage de coopération et de concertation



(Traduction de la version sténographique de la Présidence de la République)

Cher Président Nicolas Maduro Moros ;

Illustres chefs d'État et de gouvernement ;

Chefs de délégations ;

Chères autorités économiques des pays de l'Alliance et chers invités qui nous accompagnent :

Je tiens tout d'abord à remercier notre frère le président Nicolas Maduro Moros d'avoir convoqué cette conférence économique de l'ALBA-TCP.

Il est urgent d'échanger des expériences et de concerter des positions pour faire face ensemble aux effets de la COVID-19, une pandémie qui menace d'aggraver considérablement la crise multisectorielle dont souffrent nos sociétés, notamment dans la sphère économique.

Bien qu'un impact mondial soit à prévoir, personne ne remet en cause le fait que ceux qui souffriront le plus des conséquences de la crise sont les nations du Sud, car au lourd fardeau du sous-développement et de la dette s'ajoutent les mesures coercitives unilatérales auxquelles certains d'entre nous sont soumis, dans le cadre d'un ordre international injuste qui compromet le développement durable de nos peuples.

Depuis le début de l'année, nous assistons à un douloureux cours d'Économie politique mondiale.

Chaque navire interdit de port, chaque avion qui n'a pas pu trouver de piste d'atterrissage, chaque personne infectée obligée de payer son traitement, chaque spéculation financière pour obtenir un avantage sur les médicaments ou les moyens de protection dont tout le monde a besoin, chaque demande d'aide restée sans réponse, chaque mort à la sépulture inconnue - autant de tragédies dont nous avons pris connaissance à travers les moyens les plus divers - est l'expression de l'égoïsme et de l'injustice des modèles économiques d'un système dont la seule fin est d'enrichir des minorités au détriment de la souffrance des majorités.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, le monde surdéveloppé, celui qui vole des cerveaux et éblouit par l'éclat de ses productions sophistiquées, s'est montré incapable d'utiliser ses énormes ressources pour construire un front mondial contre une pandémie qui ne peut être affrontée qu'avec deux forces à la portée de tous : la coopération et la solidarité.

Dans plusieurs pays développés de l'Union européenne, qui ont été terriblement touchés par la pandémie, beaucoup de gens parlent de séparation du bloc parce qu'ils ont le sentiment que l'intégration communautaire n'a pas fonctionné face à l'urgence. Ce qui pourrait constituer une force supplémentaire pour les pays économiquement puissants a fini par devenir une faiblesse dans la perception de plusieurs citoyens, en raison de carences éthiques fondamentales.

Aujourd'hui, nous pouvons clairement discerner les différences entre les gouvernements qui ont défendu et renforcé l'État en tant que garant de la stabilité sociale et ceux qui, poussés par les théories néolibérales, l'ont réduit en amputant les prestations sociales, les services de santé publique et la recherche scientifique.

La Chine, avec sa réponse efficace à l'épidémie dans le pays le plus peuplé du monde, et ses contributions à l'Organisation mondiale de la santé et à d'autres pays, nous montre la différence. Même ceux qui parlent avec mépris d'un « virus chinois » ont bénéficié de la pratique de solidarité de cette grande nation.

En revanche, des gouvernements qui étaient censés être très efficaces pour intégrer leurs marchés, leurs finances, leurs troupes, et même pour organiser des invasions extra-régionales, n'ont pas réussi à articuler leurs efforts pour sauver leurs propres citoyens.

Aujourd'hui, le monde entier paie le prix des abus du capitalisme dans sa version sauvage. L'exemple le plus proche nous est offert par l'Amérique latine, qui est devenue l'épicentre de la pandémie, pour nous révéler, dans toute sa crudité, le coût que représente le fait de mettre le sort des peuples entre les mains du marché.

Le modèle néolibéral, qui s'est étendu dans notre région, n'a pas pu répondre aux besoins de la pandémie et ne pourra pas non plus faire face au scénario post-Covid-19. Les peuples soumis au fondamentalisme économique de la droite subissent aujourd'hui les effets de la réduction des budgets destinés au secteur de la santé, à la protection sociale, à la recherche scientifique et à la formation du personnel médical et paramédical.

L'expérience vécue ces derniers mois confirme qu'avec une bonne gestion de la politique budgétaire et sans négliger les équilibres macroéconomiques, l'État joue un rôle majeur et non déléguable dans sa mission de protéger, de réguler et de fournir les moyens nécessaires pour faire face à la crise, sauver des vies, maintenir la vitalité de l'économie et en même temps développer les programmes de prestations sociales.

Les prévisions économiques sont aussi dramatiques que les données quotidiennes sur la pandémie. Comme l'expliquait Alicia, la CEPAL prévoit une baisse de 5,3 % de l'activité économique en Amérique latine d'ici la fin 2020, avec la dégradation conséquente d'importants indicateurs sociaux. Le taux de chômage serait d'environ 11,5 %, tandis que le taux de pauvreté augmenterait à 4,4 points de pourcentage et l'extrême pauvreté à 2,6 points de pourcentage, par rapport à 2019. Cela signifie que la pauvreté en Amérique latine – la région la plus inégale du monde –, toucherait 34,7 % de la population, soit l'équivalent de 214,7 millions de personnes, et que le taux d'extrême pauvreté serait 13 %, soit 83,4 millions d'habitants.

Si seulement ce n'était que des chiffres, mais nous parlons d'êtres humains : des millions de personnes qui vont rejoindre les grandes masses d'exclus, en exacerbant les graves conflits actuels.

Une grande partie du commerce et des investissements a été paralysée, et les recettes fiscales et l'accès aux sources de financement ont diminué en raison de la contraction économique à laquelle nous sommes confrontés, de la réduction de la demande de services et de la diminution des exportations de nos produits. En outre, le tourisme, une activité très importante pour plusieurs pays de la région, a été fortement touché par la nécessaire fermeture des frontières.

Le moment que nous vivons et le bon sens exigent de la communauté internationale qu'elle laisse de côté les différences politiques et qu'elle cherche, ensemble, des solutions communes en prônant des valeurs indispensables comme la coopération internationale et la solidarité.

La priorité de nos gouvernements dans la conjoncture actuelle doit être orientée vers la promotion et le développement de la production alimentaire, en mettant l'accent sur les productions locales qui garantissent une autosuffisance et exigent de faibles niveaux d'importation.

Une plus grande priorité et un plus grand investissement de l'État sont nécessaires dans le secteur de la santé, afin de progresser vers un accès universel et gratuit aux services de santé de base pour la population.

Notre leader historique, Fidel Castro, l'a dit et écrit dans ses nombreux discours : « ... au lieu d'investir autant d'argent dans la mise au point d'armements de plus en plus sophistiqués, ceux qui détiennent les ressources devraient favoriser les recherches médicales et mettre au service de l'humanité les fruits de la science, en créant des instruments de santé et de vie, et non de mort. »

Cuba assure son salut et contribue au salut des autres nations dans le cadre de cette philosophie. Les pays membres de l'ALBA-TCP peuvent faire beaucoup ensemble. Nous devons identifier les potentialités de chacun, sur la base d'une intégration économique régionale qui privilégie la complémentarité, chaque pays proposant des produits compétitifs et échangeant des biens et des services.

Cuba a la volonté de promouvoir et d'étendre la collaboration sur le front de la santé publique au sein de l'ALBA-TCP. Nous proposons de fournir notre assistance technique pour faire face aux nouveaux défis dans le domaine épidémiologique, ce qui peut se faire par le biais de cours et de séminaires. Nous proposons un cycle de visioconférences animées par des spécialistes cubains pour transmettre leur expérience dans la lutte contre la COVID-19 et d'autres situations épidémiologiques, et nous mettons l'Institut de médecine tropicale Pedro Kouri à la disposition des pays de l'ALBA en tant que consultant en la matière.

Cuba met à la disposition de l'ALBA une approche médicale innovante pour la gestion de la COVID-19, qui prend en compte la prévention et le renforcement de l'immunité des patients ayant un système immunitaire dysfonctionnel causé par le vieillissement et les comorbidités ; le traitement de la détresse respiratoire causée par la tempête de cytokines chez les patients positifs au virus.

Cuba propose en outre l'utilisation clinique de médicaments biotechnologiques cubains innovants qui se sont avérés favorables au traitement des patients cubains, en particulier des patients âgés dans un état critique ou grave.

La solidarité est indispensable et elle n'a pas manqué ces dernières années, mais il est urgent d'améliorer les structures institutionnelles du front économique de l'ALBA-TCP afin d'établir un agenda économique à court et moyen terme, de concevoir des incitations et de travailler avec plus d'agilité et de souplesse pour identifier les opportunités et les projets communs. Nous avons la volonté politique de mener à bien ce projet et la capacité avérée de coopérer et de nous compléter, autant d'atouts qui peuvent être multipliés.

La « nouvelle économie réelle » exige une approche plus productive et moins axée sur les finances. Le financement doit être canalisé vers la production de biens et de services, permettant de « gagner plus en produisant qu'en déplaçant de l'argent ».

Et puisque nos adversaires historiques s'en prennent à l'accord mondial si indispensable aujourd'hui, il nous appartient de promouvoir et de renforcer le multilatéralisme et de soutenir les efforts de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation panaméricaine de la santé pour coordonner une réponse collective, qui est le seul moyen efficace de gagner la lutte contre la pandémie.

Cuba offre, en toute modestie, les expériences de notre stratégie nationale pour surmonter les effets de la COVID-19 et, parallèlement, pour faire face à la crise économique qui menace le monde entier et qui sera encore plus grave pour ceux d'entre nous qui sont victimes de blocus génocidaires.

En dépit de la situation complexe que nous traversons, Cuba n'a pas renoncé aux objectifs du Plan national de développement économique et social à l'horizon 2030 pour le bien-être, le développement et la prospérité de son peuple.

La contribution de la biotechnologie et d'autres secteurs de la science à Cuba a joué un rôle décisif. Nos talentueux scientifiques, grâce à leurs recherches et aux produits pharmaceutiques nouvellement créés, ont littéralement vaincu la mort. Alors que dans le reste du monde 80% des patients graves et critiques décèdent, la science et la médecine cubaines ont sauvé 80% des patients graves et critiques infectés par le virus Sars-CoV-2. Et elles l'ont fait sans renoncer à la pratique internationaliste consistant à partager ce que nous avons. La vaste et mensongère campagne du gouvernement des États-Unis contre la coopération médicale cubaine, qui a privé de services de santé de nombreuses populations vulnérables du Brésil, de la Bolivie et de l'Équateur, où la pandémie fait des ravages, a été vaincue. À l'heure actuelle, 34 brigades médicales cubaines regroupant plus de 2 500 personnels, contribuent solidairement à atténuer l'impact de la pandémie dans 26 pays, à la demande de leurs gouvernements.

Ils viennent s'ajouter aux plus de 28 000 professionnels de la santé qui étaient déjà en poste dans 59 pays avant l'émergence de la COVID-19.

Aucune de ces contributions n'est reconnue par le gouvernement des États-Unis, dont l'administration a renforcé le blocus économique, commercial et financier contre Cuba avec de nouvelles mesures coercitives visant à rendre encore plus difficile l'effort national de lutte contre la pandémie et de redressement.

Excellences et amis :

La paix et la sécurité régionales sont également menacées. L'administration étasunienne a refusé d'émettre une déclaration claire et publique face à un acte terroriste qui s'est produit dans la capitale de ce pays contre l'ambassade de Cuba, ce qui confirme son attitude de complicité et de collusion avec ceux qui incitent à commettre des actes de violence contre nos pays, et que le langage agressif et incitant à des positions extrêmes et violentes s'inscrit dans les objectifs stratégiques de l'actuel gouvernement des États-Unis.

Au lieu de répondre aux justes revendications de dizaines de milliers de personnes qui, à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis, dénoncent pacifiquement les abus policiers, le racisme, la xénophobie et le mépris présidentiel pour les exclus du « rêve américain », l'actuelle administration persiste à consacrer des ressources et des énergies à ses plans machiavéliques d'intervention dans Notre Amérique.

La nation sœur du Venezuela a été victime de multiples agressions, en violation des normes et principes du Droit international consacrés par la Charte des Nations unies, et des postulats de la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de Paix.

Le caractère impitoyable des mesures économiques coercitives appliquées unilatéralement par le gouvernement des États-Unis contre le Venezuela suscite l'indignation. La traque des navires marchands constitue un acte de piraterie moderne, qui crée un précédent désastreux dans la région en ce qui concerne les règles et règlements régissant la navigation commerciale internationale.

Cuba réaffirme son soutien au président Nicolas Maduro et à l'Union civique et militaire du peuple bolivarien et chaviste.

Non moins révoltantes sont les mesures prises à l'encontre du peuple nicaraguayen afin de nuire à son bien-être et à sa sécurité. Nous tenons à exprimer une fois de plus notre solidarité avec le Gouvernement de réconciliation et d'Unité nationale de la République sœur du Nicaragua, présidé par le commandant Daniel Ortega Saavedra, dans sa résistance héroïque à l'ingérence et à l'interventionnisme.

Nous réaffirmons notre solidarité avec nos pays frères des Caraïbes, qui ont subi les horreurs de l'esclavage, de la traite transatlantique et du pillage colonial et néocolonial, et qui sont aujourd'hui confrontés aux défis résultant du changement climatique, des catastrophes naturelles, du système financier injuste et de leur inscription dans des listes de juridictions non coopératives, qui mettent en danger leurs petites économies. Nous exigeons pour eux un traitement équitable, spécial et différencié. Les Caraïbes trouveront toujours dans l'ALBA-TCP une plateforme d'articulation, de coopération et de complémentarité pour la défense de leurs revendications légitimes.

Chers frères :

La réalité à laquelle nous sommes confrontés exige la solidarité contre l'égoïsme.

Rien ne saurait faire plier, pas même un genou sur le cou, ceux qui ont appris à respirer la liberté conquise avec le sang de leurs meilleurs enfants et sont décidés à se battre ensemble.

Ces temps difficiles doivent nous motiver à continuer à travailler ensemble, avec davantage de coopération et de concertation.

Tel était le rêve de nos prédécesseurs, et il restera une priorité de notre Alliance. En travaillant ensemble, nous vaincrons, la victoire sera nôtre, maintenant et pour toujours !



Radio Habana Cuba